

A propos du Conseil des Ministres délocalisé demain à Dunkerque.

Merci

De la part de l'inter association, Claire Millot

COMMUNIQUE DE L'INTER ASSOCIATION DE GRANDE-SYNTHE

La « Mer-frontière » tue – Les associations de soutien aux personnes exilées demandent au gouvernement de faire preuve de courage politique

Communiqué de presse – Pour diffusion immédiate

Dunkerque, le 15 novembre 2018 – Alors que va se tenir à Dunkerque un conseil des ministres sur les questions maritimes, les associations de soutien aux personnes exilées bloquées à la frontière franco-britannique tiennent à rappeler que la « mer-frontière » tue et appellent le gouvernement à proposer de véritables solutions.

Au 30 juillet 2018, l'Organisation Internationale pour les Migrations recensait ainsi près de 17000 personnes mortes ou disparues en Méditerranée depuis 2014. C'est l'équivalent de presque 20% de la population dunkerquoise... Rien qu'en 2018, à ce jour, plus de 2000 personnes ont trouvé la mort en tentant la traversée de la mer Méditerranée selon l'ONU.

Or, ce macabre décompte doit également être fait pour la « mer-frontière » franco-britannique : entre 1999 et 2018, 216 personnes sont ainsi mortes en tentant de rejoindre l'Angleterre, que ce soit par mer, trains ou camions, depuis la France ou la Belgique. Dans les dernières semaines, une personne a été retrouvée noyée à Calais et plus récemment une embarcation vide.

Quand cette « mer-frontière » ne tue pas, elle enferme les personnes et familles en exil dans des conditions de vie indignes, avec des effets dévastateurs sur leur santé physique et psychologique. Ce sont les associations qui fournissent les produits d'hygiène, les vêtements, les duvets, les tentes... A Calais, le « socle humanitaire » mis en place par le gouvernement est sous-dimensionné et inadapté. A Grande-Synthe, ce sont encore les associations qui fournissent toutes les denrées alimentaires, à des gens qui n'ont même pas un point d'eau à leur disposition. Les personnes sont à la rue, survivent dans des bois, chassées régulièrement par les forces de l'ordre, insuffisamment informées sur leurs droits.

Le gouvernement a bien mis en place des centres d'accueil (CAO et CAES), permettant à certaines personnes de se reposer et de déposer une demande d'asile en France. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Cependant, cette solution justifie trop souvent des expulsions régulières des lieux de vie, et ne fonctionne que pour une minorité de personnes. Une majorité d'entre elles (dublinées ou déboutées de leur demande d'asile en France ou dans d'autres pays d'Europe) se retrouvent ainsi toujours en errance, encore plus précarisées qu'auparavant. A Grande-Synthe, la dernière expulsion, celle du 13 novembre, a concerné 450 personnes. Aujourd'hui déjà plus de 300 d'entre elles sont de nouveau dans les bois.

Il est temps pour le gouvernement de constater l'échec de sa politique de lutte contre les dits « points de fixation », de se confronter aux conséquences humaines désastreuses qu'elle provoque, et de mettre en place le long de notre littoral de véritables centres d'accueil avec hébergement, adaptés aux besoins des personnes en exil. Il est urgent que le gouvernement trouve le courage politique de les mettre en place aujourd'hui, pour que les « mers-frontières » ne tuent plus...

Associations signataires : ACCMV, ADRA, Auberge des Migrants, Cimade, DROP, Emmaüs, LDH, MRAP, RCK, RYS, SALAM.